

Au Portugal, une question de convergence

Guilherme d' Oliveira Martins

La crise du Covid-19 a été plutôt contenue au Portugal, grâce à des mesures précoces et à la coopération de tous les acteurs politiques et sociaux. L'enjeu de l'après crise sera de maintenir ce sens de responsabilité partagée.

L'année 2020 commençait au Portugal sous de bons auspices. En effet la performance économique et budgétaire de 2019 a été bonne : une croissance de 2,2% du PIB, supérieure aux prévisions, un excédent budgétaire de 0,2% du PIB, et une réduction de la dette publique désormais à 117% du PIB. Malheureusement, ces nouvelles ont été suivies par l'enchaînement imprévisible de la pandémie Covid-19 et de ses conséquences. Les mesures de confinement et de quarantaine adoptées, aussi bien que la déclaration de l'état d'urgence, ont permis de sauver de nombreuses vies, mais elles ont aussi bloqué l'économie, avec des conséquences dramatiques en particulier pour ce qui concerne le tourisme et le secteur des exportations de biens.

Le consensus politique

Devant l'urgence, il n'y avait pas d'autre solution, et un large consensus s'est formé de la droite à la gauche, alors que se confirmait l'évolution catastrophique de la situation sanitaire en Italie et en Espagne. Lors de

l'élection parlementaire d'octobre 2019, la victoire par une marge étroite du Parti socialiste (PS) d'António Costa a permis une certaine stabilité, avec la formation d'un exécutif issu d'un seul parti. Grâce à une négociation réussie avec l'opposition, le PS a fait approuver son budget pour 2020. À la différence de ce qui s'était produit dans la dernière législature, il n'y a pas eu d'alliance entre les socialistes et différents partis de gauche (connue sous le terme portugais de « *geringonça* », c'est-à-dire l'« engin »), mais un système plus flexible, avec une base semblable. La droite et le centre-droit n'ont pas de majorité parlementaire, et c'est au terme d'élections internes très disputées que le président du premier parti de l'opposition, le Parti social-démocrate (PSD), Rui Rio, lui-même d'orientation modérée, a été désigné. Pour la première fois depuis le retour du Portugal à la démocratie en 1974, le parlement compte un député de droite radicale.

Le début de la législature a été dominé par un débat national sur l'euthanasie. Sans qu'une issue à cette question très polémique ait pu encore se dessiner, les premiers cas de Covid-19, suivis des premiers décès au Portugal à compter du 16 mars, ont conduit toutes les forces politiques à se mobiliser pour élaborer une réponse commune. La rapidité de la propagation du virus laissait peu de marge de manœuvre. Après l'apparition des premiers cas en Chine, dès le 17 novembre semblerait-il, puis le premier décès annoncé, le 9 janvier, les événements se sont emballés : premiers décès en France, le 15 février, en Italie le 22 février, aux États-Unis le 3 mars, en Espagne, le 5 mars, au Brésil, le 19 mars... L'évolution de l'épidémie a été très asymétrique, et sa progression exponentielle surtout en Italie. La peur des conséquences et le besoin de mesures urgentes de prévention, pour éviter une évolution semblable à celle de l'Italie ou de l'Espagne, pays les plus proches où la situation prenait un tour dramatique, ont précipité la prise des premières décisions exceptionnelles au Portugal.

L'urgence nationale

Dès la fin de la première semaine de mars, le Président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, donne l'exemple et s'astreignant à quinze jours de confinement préventif, à la suite d'un contact avec les étudiants d'une école

près de Porto où un cas de maladie s'était déclaré. Les mesures se sont ensuite succédées : fermeture des écoles publiques et privées, suspension des activités culturelles ou sportives, notamment les championnats de football, adoption de l'état d'urgence sur tout le territoire. De 245 cas le 15 mars, le Portugal est monté rapidement à 1020 cas en cinq jours, et l'escalade s'est poursuivie. Pour assurer la distance sociale, tous les musées, monuments et palais nationaux sont fermés, les activités sportives ou de loisir rassemblant plus de 5 personnes sont interdites. Le 17, la ville d'Ovar est déclarée en état de « calamité publique » et isolée par un cordon sanitaire.

Avec la prise de conscience de la nécessité d'interrompre le cycle de transmission du virus vient le confinement, la fermeture des frontières et l'interdiction des voyages. Parmi les mesures d'urgence qui sont alors décidées, l'une des plus notables est la régularisation temporaires de tous les réfugiés et demandeurs d'asile en attente d'une autorisation de résidence : il fallait assurer leur protection, la régularité de leur situation administrative et leur accès au système de soins. L'attitude du gouvernement portugais dans ce domaine s'est fondée sur une perspective d'hospitalité, ainsi que de défense de la loi et des droits et libertés. Le premier ministre a rappelé cet impératif de préservation des droits universels.

Au-delà de cette question, le débat public porte sur le contrôle de la pandémie, le respect des droits fondamentaux et la meilleure façon « d'aplatir la courbe » des nouveaux cas d'infection. Comme partout, il s'agit d'éviter de saturer la capacité des hôpitaux et du service national de santé (Sns) à répondre aux besoins en attendant que puisse être trouvé un vaccin ou que se développe une immunité collective. Le confinement et la limitation drastique des mouvements de personnes (internes, extérieurs et transfrontaliers), en privilégiant les nouvelles technologies, permet de retarder la crise et d'obtenir « l'effet plateau » recherché. La stratégie adoptée permet en effet de premiers résultats positifs. Mais comme en France, les débats se poursuivent sur le port des masques et la possibilité de réaliser des tests en nombre suffisant. Pour la population, la théorie compte moins que la pratique et les résultats. Tout l'effort humain consiste à transformer la peur de la mort en réalisation de vie, comme le disait

Hermann Broch. Chacun ressent dans ces circonstances, dans les mots du philosophe portugais Fernando Gil, que « *la vie est un bien et non un fait* ».

Une vie nouvelle ?

« *Ce confinement n'est pas du loisir* », remarque aujourd'hui le philosophe José Gil¹. « *Même s'il y a des gens qui peuvent transformer ce temps en oisiveté, collectivement c'est impossible. Le trouble et la catastrophe qui s'abattent sur notre pays et sur le monde ne peuvent que nous angoisser. Cependant, au-delà d'un changement de vie quotidienne pour chacun de nous – découvrant parfois une vie nouvelle (jamais paisible et libre) – il se crée un nouvel espace de communication entre personnes. On échange e-mails, poèmes, messages plus personnels et proches, textes, expressions auparavant impossibles.* » Mais la citoyenneté et l'action doivent s'inscrire également dans ce moment. Si les professionnels de santé sont confrontés à des dilemmes dramatiques, le corps social et civique ne peut pas rester indifférent. Leur premier devoir est certes de se confiner, pour interrompre la transmission du virus. Mais il faut également penser la médiation et le débat, au sein des institutions, pour préserver la légitimité démocratique.

À présent que la situation se stabilise, l'heure est aux considérations de l'après-crise. Le gouvernement devra concilier les impératifs de santé publique, d'économie et d'emploi, en équilibrant avec prudence le retour graduel à l'activité et la protection des personnes les plus vulnérables. La fin du confinement sera complexe également parce qu'elle doit être pensée en lien avec la façon dont différents pays et sociétés ont été affectés. Il faudra mobiliser de nouveaux moyens pour la recherche scientifique, l'éducation et la culture, en gardant à l'esprit que le défi principal est celui de la cohésion sociale, de la convergence et d'un développement soutenable. L'Union européenne devra permettre la mobilisation audacieuse de moyens communs (notamment par la mutualisation de la dette) en lien avec tous les acteurs sociaux engagés dans une reprise de la vie sociale et économique. Il faut concilier sécurité, confiance, solidarité, santé publique et développement économique, mais ni la démocratie, ni les droits et libertés ne peuvent passer au second plan. Le grand défi de la reprise sera de préserver l'État de droit et

la médiation des institutions citoyennes, alors que la crise globale risque d'alimenter une spirale de récession, de chômage, de peur et de défiance.

Au Portugal, les effets relativement contenus de la pandémie jusqu'ici invitent à une attitude de vigilance et de responsabilité, devant les risques d'une éventuelle deuxième vague et la nécessité de retrouver une économie saine. Pour ne pas perdre ce qui a été obtenu jusqu'ici, la coopération entre le Président de la République et le gouvernement devra se poursuivre, en s'appuyant sur le sens de responsabilité des partis, et en plaidant pour une politique ambitieuse de l'Union Européenne. En Europe, comme à l'échelle du monde, le chacun pour soi aboutirait en désastre. « *Cette crise, nous dit Edgar Morin, nous pousse à nous interroger sur notre mode de vie, sur les vrais besoins masqués dans les aliénations du quotidien.* » Comment ne pas l'entendre?

1. Entretien avec José Gil, *Público*, 29 mars 2020.